

Lutte contre les dérives d'Internet

«Notre ambition? Intégrer le programme scolaire»

L'ONG genevoise Action Innocence fête quinze ans de sensibilisation aux dangers du Net, pour les ados comme pour les petits de 4 ans

Aurélié Toninato

Une chambre vide, un écran et un slogan: «C'est dans sa chambre que votre enfant fait les pires rencontres.» Les campagnes d'Action Innocence pour sensibiliser aux dangers d'Internet ont marqué les esprits. Cette ONG genevoise s'engage depuis quinze ans pour combattre les dérives du Net. Des années d'interventions dans les écoles, d'informations auprès des parents et de lutte contre la pédocriminalité. Action Innocence organise ce soir un gala à l'hôtel Intercontinental. Retour sur ces quinze ans d'existence avec sa directrice, Tiziana Bellucci.



Tiziana Bellucci: «Les parents ne se préoccupent pas assez de ce que leur enfant fait sur Internet.»

Durant ces quinze ans, quels ont été les points forts de votre action?

Entre 2000 et 2006, notre préoccupation - toujours d'actualité - était la protection contre les inconnus rencontrés sur le Net. Puis, les ordinateurs ont quitté le salon pour la chambre et les enfants surfèrent seuls sur Internet, livrés à eux-mêmes. Nous avons alors lancé, en 2009, une campagne adressée aux parents pour leur dire: intéressez-vous et mettez des limites! Puis, en 2012, avec l'émergence d'applications permettant de capturer l'instant présent et de le mettre en ligne, nous avons centré notre campagne sur la protection de l'identité numérique. Pour rendre les jeunes attentifs au fait que ce qu'ils publient peut être exploité et que sur Internet, le droit à l'oubli n'existe pas. Enfin, avec l'émergence des réseaux sociaux et du smartphone, nous les sensibilisons au fait que certains problèmes - comme le harcèlement - sont amplifiés, leur diffusion est plus large et se décline sept jours sur sept...

Pourquoi l'essentiel de votre

L'ONG en bref

L'association a été fondée à Genève il y a quinze ans par Valérie Werthelmer, présidente, pour dénoncer et combattre la pédocriminalité. Aujourd'hui, elle poursuit cette lutte, tout en informant et en sensibilisant enfants et parents aux dangers du Net et à une bonne utilisation des technologies. L'ONG se compose d'un comité de huit bénévoles et emploie 21 personnes, dont des psychologues et éducateurs. Elle est financée par des dons et des cotisations. www.actioninnocence.org A.T.

action se concentre-t-elle dans les écoles?

C'est le meilleur moyen pour toucher le plus grand nombre de jeunes. Nos interventions ont débuté dans les écoles privées en 2002, puis un an plus tard dans le public. En 2014, nous avons sensibilisé 32 000 élèves en Suisse romande, dont la moitié à Genève! Mais nous ne parvenons pas à répondre à toutes les demandes. Notre ambition est que notre programme soit intégré dans le programme scolaire et

pris en charge par le Département de l'instruction publique. Il nous autorise à venir dans les écoles mais ne nous soutient pas financièrement. Ces interventions nous coûtent un demi-million de francs par an, financé par des dons.

Depuis plusieurs années, vos actions visent aussi les parents...

Ils ne se préoccupent pas assez de ce que leur enfant fait sur Internet. Par manque de curiosité mais surtout à cause d'une méconnaissance de l'outil. Leur génération n'a pas grandi avec le Net, elle n'a pas de repères éducationnels. Il ne s'agit pas de diaboliser Internet mais de lui mettre des garde-fous.

Votre public cible évolue, il est de plus en plus jeune!

En 2003, nous n'intervenions dans les écoles qu'auprès des 11 ans, ça correspondait aux premiers contacts avec le Net. Mais aujourd'hui, à 8 ans, certains possèdent un compte Facebook et jouent à des jeux en ligne! Nous avons donc adapté nos programmes et réfléchissons à des modules pour les 4 à 6 ans.

Quels sont vos prochains défis?

Il faut pouvoir mieux repérer, informer et traiter les victimes, no-

tamment de cyberharcèlement. Par exemple, en créant une cellule de professionnels formés à ces problématiques dans chaque école. D'autre part, nous devons toucher encore davantage les parents. Nous voulons être plus présents en ligne, afin qu'ils puissent bénéficier de notre expertise. Nous devons aussi encourager les professionnels de l'éducation et de la santé à s'informer davantage des dérives liées aux technologies.

Dernier volet de votre action: la lutte contre la pédocriminalité.

En 2003, nous avons lancé le programme AntiPedoFiles. Nous développons, à l'intention de la police, des logiciels pour l'aider à détecter ceux qui diffusent et échangent du matériel pédopornographique. Ce logiciel fourni gratuitement est notamment utilisé par la Suisse, la France, l'Autriche et Monaco.



Doris Leuthard (au premier plan) à l'HEPiA. A ses côtés, de g. à dr.: François Lefort, député, Guillaume Barrazone, conseiller administratif, Anja Wyden Guelpa, chancelière, et Antonio Hodgers, conseiller d'Etat. LAURENT GIRAUD

Les idées de l'HEpia inspirent Doris Leuthard

«Demain? La Suisse.» Après avoir lancé un concours sur ce thème, la conseillère fédérale participait hier à un atelier à Genève

A quoi ressemblera la Suisse en 2035? L'an passé, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (Detec) lançait un concours d'idées «Demain? La Suisse» à l'attention des Hautes Ecoles. Hier, un atelier était organisé autour du projet lauréat, SwissTopia, imaginé par les élèves de la Haute Ecole du paysage, d'ingénierie et d'architecture (*nos éditions des 1er et 2 novembre 2014*) en présence de Doris Leuthard, conseillère fédérale en charge du Detec. Interview.

Pourquoi était-il important pour vous d'organiser ce concours?

En discutant au sein de mon département, nous avons réalisé que nous savions bien développer la Suisse: construire des routes, le rail, gérer l'énergie, se concerter avec les cantons. Mais quelle était la Suisse que nous voulions? Pour la dessiner, il fallait intégrer les jeunes générations à la réflexion afin qu'elles puissent s'exprimer sur leur futur, leurs besoins et les valeurs qui leur tiennent à cœur.

Une idée du projet SwissTopia vous a-t-elle davantage séduite?

Il y en avait beaucoup, mais je retiens ce qui touche à l'eau. L'eau va devenir un enjeu majeur au niveau mondial et la Suisse en est riche. L'intégrer dans l'aménagement du territoire, le tourisme, la vie quotidienne ou la production d'énergie sont des idées que nous pourrions réaliser.

La ville de Genève est la plus dense de Suisse. Or, les étudiants de l'HEpia rêvent de davantage de vie en commun et de nature. Que leur proposez-vous?

On peut vraiment aller dans cette direction mais cela nécessite une discussion. Peut-on étendre l'utilisation des ressources et des infrastructures existantes pour économiser de l'argent et investir là où se trouvent les besoins des jeunes? Et, si on dispose d'un milliard de francs, comment le répartir selon les besoins? Chaque idée doit être discutée.

Êtes-vous surprise de voir tant d'idées venir d'étudiants plutôt que de politiciens?

Non, c'est parfois nécessaire. Nous, les politiciens, avons l'habitude de regarder ce que nous connaissons. Les étudiants, eux, viennent avec des idées nouvelles, a priori un peu folles, mais qui ont le mérite d'amener la réflexion sur des pistes innovantes et d'alimenter le débat de manière pluridisciplinaire. **Laure Gabus**

La gauche soutient l'impôt sur l'héritage

A Genève, PS, Verts et syndicats défendent l'imposition des successions pour supporter l'AVS

L'initiative lancée par le Parti évangélique est soutenue par le Comité unitaire pour le renforcement de l'AVS. Celui-ci a lancé sa campagne

genevoise hier. Il voit en ce projet la possibilité d'établir un rapport d'égalité entre fortunés et démunis tout en offrant aux retraités des conditions de vie acceptables, sans recourir à l'aide sociale.

Imposition des actifs et élévation de l'âge de la retraite avalent été deux mesures plébiscitées pour financer l'AVS. Mais ce n'est

pas suffisant, juge le comité. «Seulement 1,6 actif paiera les besoins d'un retraité en 2020», prévoit Umberto Bandiera, d'Unia. Le comité estime qu'il faut chercher des ressources là où elles existent et qui ne sont pas soumises à taxation. Dans les successions, donc. Il constate que les héritages favorisent le passage des richesses dans les milieux aisés, renforçant la disparité sociale. Tina Leoni, d'Attac, s'en tient aux chiffres: «40,9% de la fortune nationale est détenue par 1% de la population.» Genève est concerné par la problématique, puisque, selon les partisans de l'initiative, il fait partie des cinq cantons à se partager 60% des personnes les plus riches.

On votera le 14 juin sur l'imposition des successions de 20% pour les particuliers pour les montants dépassant deux millions. L'AVS en bénéficiera aux deux tiers, le Canton à un tiers. Un gain de trois milliards est attendu. **Ana Dias**



Là, c'est nous dans un moment incroyable!

EGR EGLISE CATHOLIQUE ROMAINE - GENEVE

LES MEILLEURES RENCONTRES SONT À VENIR

PUBLICITÉ

LES BAINS D'OVRONNAZ

L'échappée belle...

Le séjour comprend:

- buffet du soir ou menu 4 plats
- nuitée avec petit déjeuner buffet
- accès aux bains, Spa et fitness
- place de parking

Dès **Fr. 145,-** par pers / nuit

Réservation: T. 027 305 11 00 • reservation@thermalp.ch www.bains-ovronnaz.ch